

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	64	16

N° de la séance : 07

Objet de la délibération : Mission
Evaluation Contrôle Partenariat - Débat et
délibération sur les conditions et
modalités de consultation du conseil de
développement et d'association de la
population à la conception, à la mise en
oeuvre ou à l'évaluation des politiques de
l'intercommunalité

<input checked="" type="checkbox"/> Original
<input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original
Pour le Président, Le Directeur Général des Services
Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2020.211

Date de la convocation :	
Le 10/11/2020	
Certifié exécutoire compte tenu	
de l'affichage	
en date du	26 NOV. 2020
de la réception s/Préfecture	
en date du	- 1 DEC. 2020
Pour le Président, La Responsable de Service	
	
Corinne SAINTE	

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 16 novembre 2020

L'an deux mil vingt et le 16 novembre à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de novembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Anne-Marie BOUSQUET, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Marc BORIOSI, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN, Céline LAMBIN, Alexandra BORCHIO-FONTIMP, Alain BERNARD, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Christian LATY à Claire BAES, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Christophe FONCK à Marion MUSSO, Françoise THOMEL à Jacques GENTE, Valérie ROLLAND à Jean-Bernard MION, Hassan EL JAZOULI à Anne-Marie BOUSQUET

ABSENTS :

René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Marie-Rose BENASSAYAG, Thérèse DARTOIS, Denis FERRER, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Laurent CHARTIER, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Soucieuse d'associer la population à la mise en œuvre de ses politiques communautaires, et conformément à la loi pour l'aménagement et le développement durable du territoire du 25 juin 1999, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a créé un conseil de développement dès 2003.

Depuis, la loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe, et la loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019 sont venues apporter des modifications sur la vie de cette instance. Celle-ci se retrouve consolidée dans son rôle « d'aide à la décision » sur les politiques publiques locales et l'intercommunalité a l'obligation de débattre sur les conditions de sa consultation et, d'une manière plus générale, d'association de la population à la mise en œuvre de ses politiques publiques.

Le Conseil de Développement de la CASA existe depuis 2003, il a su au fil de ces années se positionner pour être un outil d'aide à la décision. Ainsi, que ce soit sur saisine, ou auto-saisine, il rend des avis non-partisans, argumentés et pertinents, en amont de la mise en œuvre des politiques publiques communautaires prospectives. Le cas échéant, il est associé tout au long du processus conception et de réalisation. Pour cela, la CASA met à sa disposition, à la fois les moyens financiers et humains nécessaires à son fonctionnement.

Cette coopération est retranscrite dans le document joint : « Cadre de coopération entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et le Conseil de Développement ».

Par ailleurs, la montée en puissance de la demande de participation du citoyen à la mise en œuvre des politiques publiques sur fond de transition écologique, adossée à l'extension des outils numériques qui le facilitent, ne fait aucun doute. Il appartient dorénavant aux édiles, élus sur un programme et des orientations, de pouvoir consulter plus régulièrement les citoyens afin de mieux les associer à l'avenir de leur territoire et tendre ainsi vers une démocratie plus apaisée.

La Communauté d'Agglomération souhaite désormais franchir une étape supplémentaire dans sa démarche de démocratie participative en multipliant les modes de consultation et en ayant davantage recours aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Il s'agit de mettre en œuvre, à la fois des actions de terrain à travers davantage d'événements communautaires thématiques comme les colloques et les forums, et d'utiliser les plateformes numériques de concertation sur des projets précis.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- de prendre acte du débat sur les conditions et modalités de consultation du Conseil de Développement et d'association de la population à la conception, à la mise en œuvre ou à l'évaluation des politiques de l'établissement public ;
- d'approuver le Cadre de coopération entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et le Conseil de Développement.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE :

- **PREND ACTE** du débat sur les conditions et modalités de consultation du Conseil de Développement et d'association de la population à la conception, à la mise en œuvre ou à l'évaluation des politiques de l'établissement public ;
- **APPROUVE, à 70 voix pour et 1 voix contre (Madame MURATORE)**, le Cadre de coopération entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et le Conseil de Développement.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 16 novembre 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,
Le Président,


Jean LEONETTI

Cadre de coopération entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et le Conseil de Développement

Les Conseils de Développement ont été créés par la loi d'**orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire** (loi LOADDT) du 25 juin 1999. La loi **du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République** (loi NOTRe) a renforcé leur rôle et a déterminé un cadre légal. La loi du 27 décembre 2019 **relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique** a introduit l'obligation d'un débat sur les modalités de consultation des Conseils de Développement (CDD) et d'association de la population.

Le Conseil de Développement de la CASA a été créé par une délibération du Conseil Communautaire le 19 mai 2003. Il n'a pas de forme juridique spécifique. C'est une instance placée auprès de la Direction Générale des Services de l'Agglomération.

Ce cadre de coopération vise à préciser les relations entre le Conseil de Développement (CDD) et l'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) et notamment les modalités de saisine.

Titre 1 : Une gouvernance partenariale

Article 1 : La Vice-Présidence déléguée

Afin de faciliter les relations entre les élus et le Conseil de Développement, le Conseil Communautaire désigne un de ses membres en tant que Vice-Président, délégué à cette instance de démocratie participative. Celui-ci est chargé de la coordination des relations avec le Conseil de Développement et du suivi de ses avis. Il assiste aux instances du Conseil de Développement, le Bureau et l'Assemblée Plénière.

Article 2 : La Présidence du Conseil de Développement

La Présidence du Conseil de Développement est désignée par la Présidence de la Communauté d'Agglomération. Elle représente cette instance et peut se faire représenter ponctuellement par les Vice-Présidents.

Article 3 : Le comité de coordination

Le Vice-Président délégué est chargé de constituer un comité de coordination qu'il préside et auquel il convie le Président du Conseil de Développement. Ce comité peut être élargi à tous les élus, Vice-Présidents du CDD, et techniciens en cas de besoin.

Le comité de coordination examine pour le CDD notamment :

- Les délibérations devant être portées au Conseil Communautaire
- Le rapport annuel d'activités
- Le suivi des avis produits et transmis à l'agglomération
- La préparation et le suivi du programme annuel d'activités et les moyens alloués

- Les saisines et les auto-saisines
- Les événements qu'il organise ou auxquels il participe
- Le budget
- Les moyens nécessaires à son évaluation régulière et les résultats qui en découlent pour prise en compte.

Article 4 : Les relations avec les conseillers communautaires

Le lien avec les conseillers communautaires est primordial. Ils constituent en effet les principaux commanditaires à travers la Présidence de la CASA, mais également les premiers destinataires des avis du Conseil de Développement.

La conduite des travaux du CDD et leur pertinence nécessitent des échanges réguliers et nourris avec les conseillers communautaires, Vice-Présidents en charge d'une compétence. La CASA souhaite mettre à la disposition du CDD tous les outils nécessaires à la poursuite de cet objectif :

- La Présidence du CDD est conviée annuellement au Conseil Communautaire pour présenter les grandes lignes de son rapport d'activités et ses perspectives de travail. Cette intervention est accompagnée d'un débat avec les conseillers communautaire.
- Le CDD peut solliciter une intervention au sein des commissions thématiques, après accord préalable de la Présidence de la commission concernée et de la coordination de l' élu délégué au CDD.
- Le CDD peut prendre l'initiative de réunir le ou les conseillers communautaires qu'il estime pertinent de rencontrer dans le cadre de ses travaux, après information préalable de la Présidence de la CASA et sous la coordination de l' élu délégué.
- Le comité de coordination est ouvert aux conseillers communautaires concernés par l'ordre du jour établi, sur invitation de de l' élu délégué au CDD.
- Le CDD peut convier les conseillers communautaires et les conseillers municipaux des communes membres de l'agglomération aux événements qu'il organise après information préalable de la Présidence de l'agglomération.

Une diffusion optimale des travaux du CDD est un élément fondamental de la dynamique d'échange avec les conseillers communautaires. Pour ce faire, le CDD s'engage à :

- Associer et informer les conseillers communautaires thématiques, à minima par voie électronique, des échéances, objectifs et événements liés aux contributions susceptibles de les concerner.
- Diffuser via son site internet son programme d'activité annuel et son évolution, les conclusions de ses travaux, après transmission préalable à la Présidence de la CASA.

Article 5 : La coordination avec les services communautaires

La Communauté d'Agglomération désigne au sein de la Direction Générale des services, un directeur chargé des relations entre le Conseil de Développement et l'agglomération, et de l'animation de ce Conseil. Le CDD a la faculté, dans le cadre de ses saisines ou auto-saisines, de solliciter l'audition des services de l'agglomération.

Ces relations sont nécessaires pour le CDD afin que les préconisations soient les plus pertinentes possibles et utiles pour les services qui bénéficient ainsi de l'expertise d'usage des membres tout le long des travaux.

Article 6 : L'évaluation et l'analyse des suites données aux travaux

Une analyse des suites données aux contributions du CDD est réalisée en continu. Il s'agit notamment d'identifier le degré de prise en compte de ses travaux par l'agglomération et de permettre une

amélioration continue de ses propositions pour alimenter la réflexion concernant les politiques publiques communautaires.

Dans cette perspective, deux outils sont mis en place :

- Un comité de suivi est constitué pour chaque avis transmis à l'agglomération. Ce comité réunit le Président, les Vice-Présidents et membres du CDD concernés, les services techniques concernés et le cas échéant, l' élu communautaire en charge de la thématique.
- Un Carnet de Suivi des Avis regroupe l'ensemble des propositions du CDD et les réponses apportées par l'agglomération.

Article 7 : Les relations interterritoriales et nationales

Dans le cadre de ses travaux et selon la thématique étudiée, le CDD a vocation à se rapprocher d'autres instances locales de démocratie participative pour conduire une réflexion à une échelle territoriale plus large que celle du périmètre intercommunal. Dans ce cas, le Président du CDD en informe l'agglomération.

De même, le CDD est engagé au sein de la Coordination Nationale des Conseils de Développement (CNCDD) pour prendre part à la réflexion sur leur positionnement et devenir et s'enrichir des échanges de pratiques et d'expériences conduits par les conseils de développement parties prenantes.

Titre 2 : Les règles de saisines et d'auto-saisines

Article 8 : Dispositions générales

Conformément aux textes, le CDD est consulté sur l'élaboration du projet de territoire, sur les documents de prospective et de planification résultant de ce projet, ainsi que sur la conception et l'évaluation des politiques locales de promotion du développement durable du périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale. Il peut également s'autosaisir.

Les projets de saisines et d'auto-saisines sont inscrits dans le programme prévisionnel d'activités du conseil (feuille de route). Ce programme est évolutif afin tenir compte de l'actualité communautaire. C'est le Bureau du CDD qui détermine la feuille de route.

Pour mener à bien ses travaux, le CDD peut demander l'accès à tout document officiel établi par les services de l'agglomération et auditionner, les élus et techniciens concernés.

Les avis et contributions élaborés par le CDD sont consultatifs. Ils émanent des travaux des groupes thématiques et en sont une synthèse non partisane. Concrets et pragmatiques, ils ont vocation à être "une aide à la décision".

L'agglomération s'engage à en prendre connaissance afin, selon leur pertinence, d'alimenter et d'enrichir ses propres réflexions.

Avant leur présentation en séance plénière du CDD pour validation, les contributions du Conseil sont adressées pour information à la Vice-Présidence de l'agglomération en charge de la relation au CDD.

Les avis et contributions validés par l'Assemblée Plénière du CDD sont publics et automatiquement mis en ligne sur son site internet.

Une présentation de ses travaux peut également être envisagée au sein des commissions communautaires concernées, sous réserve de l'accord des Vice-Présidents des dites commissions.

Article 9 : Les saisines à l'initiative de la Communauté d'Agglomération

Parallèlement à ce que demande la Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique en termes de saisine, la CASA peut saisir le CDD sur toute question relevant de sa compétence ou de son territoire ainsi que sur tout sujet intéressant la gouvernance interterritoriale et la coopération avec les territoires partenaires.

La saisine du CDD revient à la Présidence de l'agglomération. L'élaboration des saisines ainsi que leur validation sont pilotées, via la Vice-Présidence déléguée au CDD, par le directeur en charge de cette instance de démocratie participative, et en lien avec les élus et services concernés.

Toute saisine est accompagnée d'une note permettant de cadrer la problématique, les objectifs et les attentes de l'agglomération. Le cas échéant l'agglomération peut également préciser les modalités de participation du CDD à la réflexion (avis formalisé, contribution à un événement particulier, participation pérenne dans un groupe de travail, un atelier, une instance, etc.).

Article 10 : Les auto-saisines à l'initiative du Conseil de Développement

Le CDD peut s'autosaisir sur toute question relative à la communauté d'agglomération et ses compétences prospectives. Lorsque le Bureau a acté le lancement d'une nouvelle auto-saisine, il précise le cadre et les objectifs de ce travail par le biais d'une note d'opportunité et en informe l'agglomération.

Titre 3 : La communication du Conseil de Développement

Article 11 : Principes généraux : autonomie et centralité

L'autonomie du Conseil de Développement se traduit par une communication indépendante. Il dispose par conséquent de ses propres outils de communication (site internet, réseaux sociaux, publications diverses, etc.) dont il maîtrise la ligne éditoriale et la stratégie de communication. Il peut, dans ce cadre, s'appuyer techniquement sur les services de l'agglomération.

Que ce soit pour la promotion des événements qu'il organise, où celle de ses propres travaux, le Conseil de Développement est directement en prise avec les médias locaux.

Compte tenu des informations sensibles auxquelles il a parfois accès, il s'engage à respecter une clause de confidentialité et à ne pas divulguer ces données tant qu'elles n'auront pas été officialisées par l'agglomération.

Sa stratégie de communication est régulièrement inscrite à l'ordre du jour du comité de coordination et fera l'objet, à cette occasion, d'un échange avec l'agglomération.

L'agglomération encourage le Conseil de Développement à diffuser largement ses travaux et prône également une élaboration ouverte également à des acteurs non-membres du Conseil de Développement et de la société civile, notamment les populations traditionnellement éloignées du débat public.

Dans cette perspective, il apparaît souhaitable que les contributions du CDD répondent aux conditions suivantes :

- Les documents présentés sont intelligibles pour les non-initiés à la problématique traitée
- Une synthèse accompagne la contribution et permet d'identifier rapidement les préconisations et les questionnements suscités.

Article 12 : Les relations avec la société civile et le grand public

L'agglomération met à la disposition du CDD, ses propres outils de communication grand public :

- Le site internet de l'agglomération, ainsi que tout autre support existant. L'utilisation de ces outils est organisée en lien avec la direction de la communication de la CASA.

Afin de garantir l'ouverture du CDD à un public plus large, ce dernier s'engage sur les points suivants :

- Ouvrir les événements qu'il organise à l'ensemble de la société civile et des acteurs locaux.
- Évaluer l'opportunité d'associer un public plus large selon la nature des travaux qu'il mène (événement particulier, enquête, communication, etc.).

Titre 4 Le soutien de l'agglomération au Conseil de Développement

Article 13 Les moyens mis à la disposition du Conseil de Développement

L'agglomération lui octroie annuellement une enveloppe budgétaire afin de couvrir les dépenses liées au programme d'activité :

- L'organisation des Pléniers, des Bureaux et des groupes de travail
- L'organisation des événements comme les colloques et séminaires
- La prise en charges des frais de mission
- Le recours à d'éventuelles expertises

L'agglomération met également à sa disposition des apports en nature comme des salles de réunion, du matériel informatique et mobilier nécessaires à ses travaux. A cette occasion, les membres du CDD s'engagent à utiliser les moyens mis à sa disposition conformément au règlement intérieur de l'agglomération.

Article 14 : L'appui technique apporté au Conseil de Développement

Le Conseil n'a pas de statut juridique. C'est une instance devant être considérée comme une direction de l'agglomération. A ce titre, le CDD figure dans l'organigramme et est rattaché à la Direction Générale des Services. Un directeur de la CASA est chargé de la coordination entre le CDD et l'agglomération et de l'animation du CDD. Il est assisté d'un agent à temps partiel.

A ce double titre, le directeur,

- Met en œuvre le cadre de coopération entre le CDD et la CASA
- Suit en permanence l'activité du CDD en veillant à ce qu'elle soit articulée et cohérente avec les politiques communautaires
- S'assure que le Conseil de Développement soit opportunément dans les circuits d'information, de travail ou même de décision de la CASA
- Veille à ce qu'il soit intéressé suffisamment en amont de certains projets pour pouvoir jouer son rôle de relais auprès de ses membres
- Assure la préparation et l'exécution de son budget
- Gère les demandes de saisine et d'auto-saisine et leur circuit de validation

- Analyse les suites données aux travaux du CDD et pilote le suivi des avis
- Prépare les délibérations présentées au Conseil Communautaire relatives au CDD ainsi que l'organisation de l'intervention annuelle de son Président
- Organise l'ensemble de ses réunions et de ses travaux (groupes thématiques, bureau et assemblée plénière)
- Pilote la mise en œuvre de sa feuille de route (production des avis et organisation des événements)
- Gère ses moyens de communication et mène œuvre sa stratégie de communication,
- Est en relation avec les structures de démocratie participative locale, régionale et nationales.

Article 15 : Le renouvellement des membres du Conseil de Développement

Le Conseil de Développement est renouvelé à chaque renouvellement des conseillers communautaires. Les membres adhérents représentent la société civile. Ce sont des organismes de nature variée (association, fondation, clubs de dirigeants, entreprises, établissements d'enseignement supérieure...). C'est le Conseil Communautaire qui détermine la liste de ces membres. On peut classer ses membres dans trois collèges, associatif, économique et institutionnel. Cependant, et afin d'élargir davantage la représentation de la société civile en son sein, et d'enrichir ses travaux, le bureau du CDD peut décider l'adhésion de personnes qualifiées au sein d'un collège spécifique.

Conformément aux textes, le CDD veillera à la parité homme - femme en son sein et fera en sorte que ses réflexions prennent en compte l'ensemble de la population du territoire notamment dans son critère générationnel.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 16/11/2020
Numéro : CC_2020_211
Nature : DE - Deliberations
Objet : Débat et délibération sur les conditions et modalités de consultation du conseil de développement et d'association de la population à la conception, à la mise en oeuvre ou à l'évaluation des politiques de l'intercommunalité
Matière : 5.7 - Intercommunalité
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : fh9Icx5

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 01/12/2020
Identifiant : 006-240600585-20201116-CC_2020_211-DE

Acte reçu

Date : 16/11/2020
Numéro interne : CC_2020_211
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 7
Objet : Débat et délibération sur les conditions et modalités de consultation du conseil de développement et d'association de la population à la conception, à la mise en oeuvre ou à l'évaluation des politiques de l'intercommunalité
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20201116-CC_2020_211-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20201116-CC_2020_211-DE-1-1_2.PDF

N